

Séance du 3 décembre 2018
Affaires générales
L'exercice 2019
Le budget initial 2019
Délibération n°2018/066

Vu le code de l'urbanisme

Vu l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 relative aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'Etat et à l'Agence foncière et technique de la région parisienne ;

Vu le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011 relatif aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'Etat et à l'Agence foncière et technique de la région parisienne ;

Vu le décret n°90-1154 du 19 décembre 1990 portant création de l'Etablissement Public Foncier Nord - Pas de Calais, modifié par les décrets n°2006-1131 du 8 septembre 2006, n°2009-1542 du 11 décembre 2009 et n°2014-1736 du 29 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté du 09 décembre 2015 portant nomination de la directrice générale de l'Etablissement Public Foncier Nord - Pas de Calais ;

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Etablissement Public Foncier Nord - Pas de Calais approuvé par délibération n°2018/002 du conseil d'administration du 9 février 2018 ;

Vu la délibération n°2014/58 du conseil d'administration du 20 novembre 2014 et la délibération n°2018/001 du conseil d'administration du 9 février 2018 portant approbation du programme pluriannuel d'intervention pour la période 2015-2019 et de son actualisation ;

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;

**Le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais,
sur proposition du président,**

- Vote les autorisations budgétaires suivantes (montants arrondis à l'euro près) :

- 83,21 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 92 790 360 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 6 151 815 € pour le personnel
 - 85 967 605 € pour le fonctionnement
 - 670 940 € pour l'investissement
- 85 222 014 € de crédits de paiement dont :
 - 6 151 815 € pour le personnel
 - 78 232 166 € pour le fonctionnement
 - 838 032 € pour l'investissement
- 107 241 972 € de prévisions de recettes
- 22 019 958 € de solde budgétaire

- Vote les prévisions comptables suivantes (montants arrondis à l'euro près) :

- + 2 534 796 € de variation de trésorerie
- - 14 038 749 € de résultat patrimonial
- 41 616 051 € de capacité d'autofinancement
- 22 195 412 € de variation de fonds de roulement

- **Autorise** la directrice générale à procéder à la consignation de la provision pour risques et charges telle qu'inscrite au budget initial, dans la perspective d'une extension de l'intervention de l'EPF sur le territoire régional.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

La directrice générale

Loranne BAILLY

A blue ink signature of Loranne Bailly, written in a cursive style, enclosed within a rectangular box.

**Le président
du conseil d'administration**

Salvatore CASTIGLIONE

A black ink signature of Salvatore Castiglione, written in a cursive style, enclosed within a rectangular box.

Séance du 3 décembre 2018
Les affaires générales
L'exercice 2019

LE BUDGET INITIAL 2019

AVANT-PROPOS

La construction du budget 2019 prend en compte et reflète les impératifs stratégiques auxquels l'EPF est aujourd'hui confronté :

- Maintenir un niveau soutenu d'intervention opérationnelle, compte tenu du nombre important de conventions opérationnelles en cours, des attentes fortes de l'Etat (stratégie logement, plan Action Cœur de ville) et des territoires.
- Assurer les sorties de conventions opérationnelles dans les délais prévus et être ainsi en capacité de poursuivre la réduction des stocks et l'augmentation des recettes de cessions.
- Expérimenter de nouveaux montages ou modes d'intervention pour renforcer l'efficacité opérationnelle de l'EPF et faciliter la concrétisation des projets.
- Sécuriser les prévisions budgétaires, résultant d'un travail de programmation opérationnelle affiné.
- Maîtriser la masse salariale et les dépenses de fonctionnement de l'établissement.
- Reprendre la baisse de la TSE, tout en veillant à ne pas obérer les ressources qui seront nécessaires pour faire face aux conséquences financières d'une éventuelle extension du périmètre d'intervention de l'EPF sur le territoire de l'ex-Picardie.

Le projet de budget qui est présenté pour l'exercice 2019 tient compte des orientations budgétaires arrêtées par le conseil d'administration lors de sa séance du 5 octobre dernier, et retient donc l'hypothèse d'un montant de taxe spéciale d'équipement de 64 M€, ce qui correspond au plafond autorisé par le projet de loi de finances pour 2019 (sous réserve du vote par le Parlement).

LES PREVISIONS D'EXECUTION A FIN 2018

La masse salariale de l'établissement reste maîtrisée : l'exécution avoisine à fin d'année 95 % du budget voté. Cette tendance continue de trouver sa source notamment dans une démarche d'optimisation systématique des moyens visant à améliorer de façon continue la productivité au sein de l'établissement.

Au titre de la comptabilité budgétaire

- **En matière de dépenses**, le taux d'exécution des AE devrait atteindre près de 80%, celui des CP de 84%.

En effet, les décaissements finaux (CP) devraient s'élever :

- pour les acquisitions à 43,33 M€ (soit inférieures de 12 M€ aux prévisions budgétaires),
- pour la gestion du patrimoine à 10,12 M€ (donc proches des prévisions budgétaires),
- pour les travaux à 20,47 M€ (soit près de 3 M€ de moins que les prévisions initiales).

Quasiment à leur niveau de 2017, les acquisitions devraient donc connaître pour la seconde année consécutive leur plus bas niveau depuis 2011 (soit 37,65 M€ en « service fait »). Le nombre d'actes

signés à fin 2018 devrait rester quant à lui quasiment stable (262 actes pour 270 à fin 2017). Cette nette diminution par rapport aux années précédentes est la conséquence directe de la réduction du nombre de nouvelles conventions opérationnelles, celles-ci étant désormais conditionnées à l'existence préalable d'un projet suffisamment avancé (programme, budget prévisionnel, calendrier, voire opérateur identifié). La plupart des sollicitations se concrétisent actuellement par la mise en place de conventions pré-opérationnelles, qui ne donnent pas lieu à acquisitions foncières, alors que seulement 10 conventions opérationnelles ont été signées sur l'année 2018 (à fin septembre). Cette baisse s'explique également par des opérations qui continuent à présenter une complexité spécifique avec un temps administratif plus long (DUP nombreuses présentant parfois des aléas, notamment sur les sites d'Outreau et Quartier du pile à Roubaix), tout en s'additionnant à une diminution très nette du montant moyen d'acquisition (de 162 k€ en 2017 à 105 k€ en 2018, soit -35 % par rapport à 2017, abstraction faite de l'acquisition du site Quebecor pour 10,2 M€ dont le paiement est intervenu en avril). Elle s'explique enfin par la remise en cause de nouvelles acquisitions sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille, relatives à des conventions opérationnelles n'ayant pas encore de projet précisément défini, et présentant des enjeux financiers importants (opérations Epidème-Hondschoote à Tourcoing pour 1,5 M€ et Branche de Croix à Villeneuve d'Ascq estimée à 6 M€).

Concernant les travaux, la projection des engagements prévus (AE) est de 4,9 M€ inférieure aux prévisions budgétaires initiales ; cet écart s'explique notamment par :

- des décalages d'opérations se produisant soit à la demande des collectivités, soit dus à un degré de complexité accru et faisant appel de ce fait à des procédures plus longues (conservation de bâti, voire de bâtiment présentant un intérêt patrimonial...). A titre d'exemples, sont concernées par ces décalages les opérations GTI Sodifac à Roubaix (1,5 M€), Ilot Equipart à Quiévrechain (1 M€) et Papèterie Lagoda à Prouvy (1 M€),
- des offres financières retenues s'avérant inférieures aux estimations initiales. En effet, les offres retenues s'avèrent en moyenne 20% inférieures aux offres estimées lors de la construction budgétaire initiale.

Concernant les investissements, une faible consommation globale, tant des AE (52%) que de CP (70%), est attendue pour la fin d'année. Ces derniers intègrent :

- les dépenses relatives au système d'information, qui ont été revues globalement à la baisse,
- le renouvellement du parc PC pour lequel les décaissements ne se réaliseront finalement que partiellement sur cette année,
- la conception du nouveau site internet de l'établissement pour lequel le marché a été notifié début 2018,
- l'acquisition du nouveau parc automobile auprès de l'UGAP (avec une économie de près de 160 k€ sur l'enveloppe investissement budgétisée),
- les nouveaux marchés relatifs à la téléphonie pour lesquels une économie de 34 k€ est constatée également,
- le décalage, voire l'annulation de certains projets envisagés au budget (outil foncier interne et dépenses liées à la PPIGE au vu du contexte de régionalisation de la plateforme : acquisition de base de données, développement du portail),
- les données IGN pour la PPIGE qui impactent les CP pour les données 2017 (payées début 2018) et 2018, pour 142 k€. Cela explique le léger dépassement en CP (+23 k€) sur les CP liés à Plateforme Publique de l'Information Géographique.

- **En matière de recettes**, les encaissements prévus (111,05 M€) devraient atteindre plus de 111% du montant budgété au 31 décembre. En effet, grâce à la mise en place du plan de cessions, **le montant prévisionnel de cessions nettes actées fin 2018 (39,79 M€) devrait atteindre pour la seconde année consécutive un niveau record supérieur à celui initialement budgété (34,27 M€)** ; ce qui a pour effet une augmentation mécanique des encaissements qui leur sont liés.

- **Le solde budgétaire** prévisionnel devrait être largement excédentaire en fin d'année (+ 27,8 M€) ; conséquence principalement de la diminution des décaissements opérationnels prévisionnels (- 15 M€), conjuguée à une hausse des encaissements relatifs aux cessions (+10 M€).

Au titre de la comptabilité générale

Avoisinant les 40 M€, le niveau des cessions nettes actées devrait atteindre un nouveau niveau record pour la seconde année consécutive. Le résultat attendu devrait être bien supérieur à celui inscrit au budget initial (+26 M€ projetés pour +12,1 M€ au budget) ; les dotations aux provisions correspondant aux futurs allègements suivant la même tendance que les dépenses opérationnelles.

La trésorerie projetée au 31 décembre 2018 s'élèverait à 81,4 M€.

Grâce à une maîtrise de ses dépenses et une révision à la hausse du montant de ses cessions, l'établissement se positionne donc fin 2018 dans une très bonne situation à court et moyen terme. Notons également que le niveau de trésorerie à fin d'année permet de couvrir largement les restes à payer au 31 décembre (estimés à 30,5 M€).

Projection 2018 (synthèse)

	BUDGET 2018			PROJECTION 2018			PREVISION CONSOMMATION BUDGETAIRE 2018 en %		
	Comptabilité budgétaire		Comptabilité générale	Comptabilité budgétaire		Comptabilité générale	Comptabilité budgétaire		Comptabilité générale
Dépenses (en M d'euros)	AE	CP	SF	AE	CP	SF	AE	CP	SF
Acquisitions	55,00	55,00	55,00	40,09	43,33	37,65	72,9%	78,8%	68,5%
Travaux	31,98	23,07	23,07	27,09	20,47	21,32	84,7%	88,7%	92,4%
Gestion du patrimoine	10,50	10,50	10,50	10,00	10,12	10,12	95,2%	96,4%	96,4%
Loyers			-1,50			-1,27			84,4%
Etudes	0,96	1,04	1,04	0,68	0,62	0,62	70,4%	60,3%	60,3%
Personnel	6,00	6,00	5,86	5,63	5,63	5,55	93,8%	93,8%	94,7%
Frais généraux (Pilotage)	1,22	1,78	1,78	1,17	1,61	1,58	96,2%	90,5%	88,8%
Investissements (Pilotage)	1,11	1,18	1,18	0,54	0,56	0,56	48,7%	47,3%	47,3%
Frais généraux (PPIGE)	0,05	0,07	0,07	0,04	0,05	0,05	72,4%	73,1%	73,1%
Investissements (PPIGE)	0,22	0,81	0,81	0,16	0,83	0,83	71,3%	102,8%	102,8%
Dotations aux amortissements et provisions			48,29			37,16			76,9%
Variation des stocks			-34,51			-14,31			41,5%
Participations EPF			18,64			12,88			69,1%
TOTAUX	107,05	99,45	130,23	85,40	83,23	112,76	79,8%	83,7%	86,6%

	BUDGET 2018		PROJECTION 2018		PREVISION CONSOMMATION BUDGETAIRE 2018 en %	
	Comptabilité budgétaire	Comptabilité générale	Comptabilité budgétaire	Comptabilité générale	Comptabilité budgétaire	Comptabilité générale
Recettes (en M d'euros)	Encaissements	SF	Encaissements	SF	Encaissements	SF
Taxe Spéciale d'Equipement :	68,00	68,00	69,20	69,20	101,8%	101,8%
Cessions nettes	28,30	34,27	38,65	39,79	136,6%	116,1%
Subventions	1,22	2,19	0,80	0,59	65,5%	26,8%
Loyers	1,50		1,27		84,4%	
Etudes	0,19	0,19	0,19	0,19	98,9%	98,9%
Autres produits (ex: ferraille)	0,39	0,39	0,94	0,30	238,3%	77,3%
Reprises sur provisions		18,07		14,40		79,7%
Participations EPF		17,20		12,88		74,9%
TOTAUX	99,61	140,32	111,05	137,36	111,5%	97,9%

trésorerie (-19,5 M€). Pour l'établissement, ces derniers intègrent comme chaque année les opérations de consignations et déconsignations réalisées auprès de la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre de ses acquisitions par voie de préemption, ainsi que les mouvements de trésorerie liés à la TVA dont les grands agrégats sont précisés dans le **tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5)**. **Fait exceptionnel cette année, une consignation correspondant au montant de la provision pour risques et charges (pour 17,9 M€ - voir infra) est également constatée dans la perspective d'une extension sur le territoire régional, ce afin de sécuriser le financement de la période de transition prévue par la loi (TSE différenciée avec convergence progressive sur trois ans) et la montée en charge de l'activité opérationnelle, les recettes de cessions pour les territoires nouvellement couverts n'intervenant progressivement qu'à partir de la cinquième année.** Ce sont par conséquent les flux liés aux consignations qui vont principalement impacter la trésorerie. Notons également que le tableau des opérations pour comptes de tiers intègre pour la première fois les flux financiers liés au prélèvement à la source à mettre en œuvre à compter du mois de janvier 2019 et pour lequel l'établissement est collecteur au profit de l'administration fiscale, administration à laquelle il est tenu de réaliser les reversements ensuite (impact annuel neutre sur la trésorerie donc).

Ces différents mouvements aboutissent à une augmentation de la trésorerie à hauteur de 2,5 M€.

3. L'analyse de la soutenabilité

Les tableaux reflétant la **situation patrimoniale (tableau 6)** recouvrent en premier lieu le compte de résultat prévisionnel. Celui-ci, contrairement aux tableaux issus de la comptabilité budgétaire évoqués précédemment, est bâti à partir des montants pressentis en « service fait » de la comptabilité générale.

Voici ses principales composantes **côté charges** :

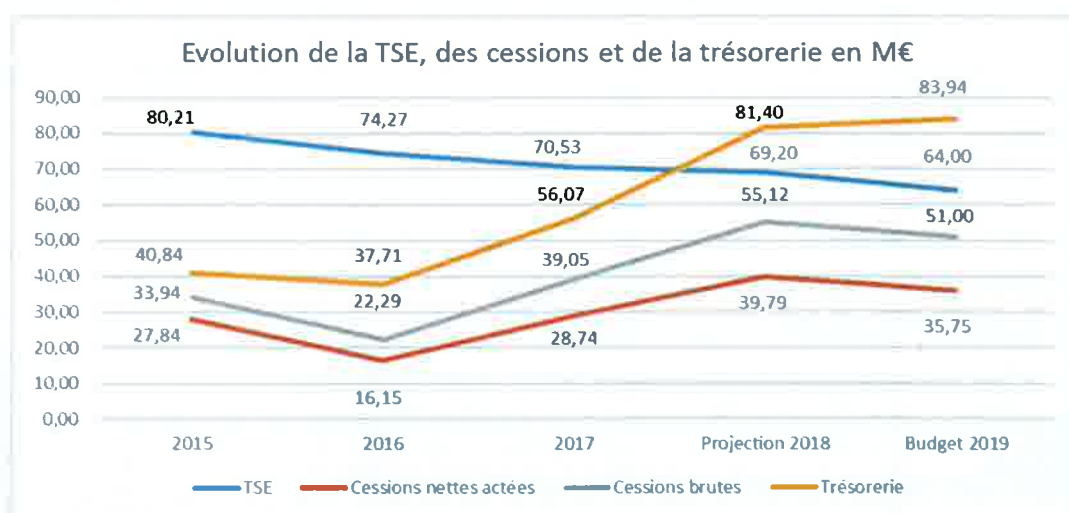
- Les dépenses de personnel (5,982 M€) progressent très légèrement par rapport au budget 2018 (+2,2% puisque côté comptabilité générale, les indemnités salariales versées à l'établissement sont compensées -voir supra) et en augmentation par rapport à la projection 2018 (6 postes vacants fin 2018 dont les embauches sont programmées début 2019),
- Les dépenses relatives au fonctionnement (hors variation de stocks et provisions), dont le montant est en baisse par rapport au budget 2018 (-14%), mais en progression (+12%) comparativement à la projection 2018 pressentie, conséquence principalement de l'accroissement du montant des acquisitions (+2,9 M€), des travaux (+4,7 M€).
- Les variations de stocks (-24,9 M€) sont quant à elles d'un montant nettement inférieur au budget 2018 (-34,5 M€) et continuent d'illustrer à ce titre (tout comme la projection 2018 : -14,3 M€), la nette progression du montant des cessions actées (voir infra) ; d'où une progression des stocks moins rapide que celle constatée sur les exercices antérieurement.
- **Les dotations aux amortissements et aux provisions** comprennent majoritairement les dépréciations et charges pressenties sur les dépenses opérationnelles de l'année (correspondant aux futures minorations foncières et bonifications travaux). Leur montant est donc proportionnel à ces dernières et prennent en compte la forte proportion d'acquisitions prévue sur l'axe habitat en 2019 (+ de 50%) ; c'est pourquoi leur montant (qui retrace les futurs allègements pressentis) connaît une hausse importante (+15 M€), pour atteindre 51M€ cette année. A ce montant s'ajoute une dotation pour risques et charges dans la perspective d'une extension du périmètre d'intervention de l'établissement à partir du 1^{er} janvier 2020. Cette provision permet de couvrir le solde budgétaire négatif cumulé relatif au périmètre picard hors EPFLO (soit -17,9 M€) et correspond donc à la charge susceptible d'être couverte par l'établissement. Ce montant a été évalué à partir d'une simulation financière sur 15 années (3PPI), avec mise en œuvre progressive d'une TSE sur les nouveaux territoires à échéance 2022

(scénario retenu à 11€ par habitant). Le montant réel de ladite provision en fin d'exercice tiendra compte du scénario retenu à la suite de la phase de préfiguration programmée courant 2019. Par la suite, une reprise sur provision sera comptabilisée chaque année (à partir de 2020) au vu du solde budgétaire annuel lié au périmètre étendu.

Côté produits, la taxe spéciale d'équipement d'un montant de 64 M€ reste bien sûr prépondérante. Le montant correspondant aux cessions actées est intégré dans le poste « Autres produits » pour un montant de 35,7 M€ nets (pour 51 M€ bruts), au même titre que les reprises sur provisions correspondant aux allègements définitivement acquis en 2019 (dont 4 contrôles a posteriori programmés sur les communes de Fourmies, Lille, Roncq et Béthune). Notons également que la part relative occupée par les cessions actées continue sa progression par rapport à l'ensemble des produits (près de 27%, contre 25% en 2017, 15% en 2016), c'est la résultante de la baisse progressive de la TSE conjuguée à une augmentation conséquente du volume des cessions.

Enfin, les autres subventions reprennent notamment les participations de l'établissement confirmées pour les opérations cédées (14,78 M€) et sont en progression pour les raisons évoquées précédemment.

Ainsi, avec une baisse progressive de la TSE conjuguée à un niveau de cessions élevé (et conforme aux prévisions du cadrage du PPI), à une reprise plus soutenue de l'activité opérationnelle, et à la perspective d'une extension de son périmètre d'intervention, le résultat prévisionnel de l'établissement s'élève à -14 M€. Ce niveau n'est cependant pas alarmant au vu des réserves très élevées de l'établissement (456 M€ à fin 2017).



Par ailleurs, l'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés fait apparaître le niveau du fonds de roulement (FDR) diminué cette année de la consignation relative à l'extension. Rappelons que celui-ci est structurellement élevé pour l'EPF puisque l'ensemble de son activité opérationnelle est géré en stock et génère à ce titre, un besoin en fonds de roulement (BFR) élevé.

Les variations du FDR et du BFR sont positives et à mettre en rapport avec un solde budgétaire excédentaire et un accroissement de la trésorerie. En effet, le fonds de roulement, ainsi que le besoin en fonds de roulement continuent d'évoluer tous deux à la hausse sur l'exercice 2019, avec une augmentation plus conséquente cette année pour le fonds de roulement, comparativement au besoin en fonds de roulement qui évolue proportionnellement au volume d'activité de l'établissement (donc en baisse par rapport au budget 2018, et en légère progression comparativement aux projections budgétaires pour cette même année voir supra). Ce phénomène a pour conséquence une augmentation mécanique de la trésorerie sur l'exercice (+2,5 M€).

Ces différents paramètres permettent de conclure à une situation « saine » à court et moyen terme, même s'ils doivent également être rapprochés du montant des restes à payer à fin d'exercice (tableau 10) qui s'élève à 38,1 M€. Ce dernier intègre majoritairement les décaissements restant à prévoir sur les marchés notifiés, les charges à payer de fin d'exercice, mais également les bons de commande réalisées en 2019 relatifs notamment à des actes d'acquisition et pour lesquels le paiement ne sera pas encore intervenu en fin d'année.

De plus, doté d'un besoin en fonds de roulement structurellement élevé, l'établissement doit disposer d'un niveau de trésorerie relativement important lui permettant de faire face à son activité : à fin 2019, la trésorerie prévisionnelle s'élève à 83,9 M€ (montant correspondant à 9 mois d'activité) ce qui conduit l'établissement à envisager très sereinement une extension de son périmètre d'intervention et la baisse concomitante du niveau relatif de TSE dans les prochaines années.

Notons également que les opérations liées aux **recettes fléchées** (tableau 8 - projet OCS piloté par la PPIGE et étude sur le rôle économique des EPF) ont globalement une incidence positive cette année sur le niveau de trésorerie (+289 k€) venant parfois compenser des dépenses décaissées sur des exercices antérieurs.

Le **tableau des dépenses pluriannuelles** (tableau 9) décrit une hypothèse d'évolution des engagements et des crédits de paiements pour les différents axes sur la durée de son PPI. Il est basé sur le cadrage financier du PPI 2015-2019 qui avait fait l'objet d'une actualisation pour tenir compte des réalisations des premières années du PPI et en y intégrant des hypothèses réalistes de projections :

En dépenses :

- des dépenses opérationnelles budgétisées à hauteur de 493,6 M€ (-43 M€ par rapport au cadrage initial répondant à une nécessaire maîtrise des dépenses de l'établissement) reprogrammées à hauteur de 482,14 M€ (AE) entre ancien et nouveau PPI sur les trois axes et deux fonds en intégrant les prévisions budgétaires 2019 de la façon suivante :

		AE	Part	CP	Part
Axes thématiques	Axe 1 - Foncier de l'habitat et logement social	165,09 M€	34%	145,06 M€	32%
	Axe 2 - Foncier et immobilier industriel et de services, les grands projets régionaux (1)	119,60 M€	25%	118,21 M€	26%
	Axe 3 - Foncier de la biodiversité et des zones	24,29 M€	5%	24,11 M€	5%
Fonds d'intervention spécifiques	Contribution du gouvernement au renouvellement urbain	173,17 M€	36%	161,69 M€	36%
	Interventions exceptionnelles sur l'immobilier d'entreprises	- €	0%	- €	0%
Total des dépenses opérationnelles		482,14 M€	100%	449,06 M€	100%

(1) dont opérations de centres bourgs

Globalement les dépenses opérationnelles seront donc inférieures au niveau préalablement identifié (-11,5 M€ en AE et -44,5 M€ en CP).

- des dépenses de fonctionnement dont les décaissements sont en diminution (-0,8 M€) par rapport aux prévisions pour la période 2015-2019, déjà revues à la baisse pour le budget 2017 (9,7 M€), alors que les AE qui leur sont liées sont en dépassement (+4,2 M€). Ceci est principalement dû au renouvellement du bail concernant les locaux de l'établissement pour une durée de 9 ans en 2019 à hauteur de 4,3 M€,
- des dépenses de personnel dont les décaissements sont moins importants que les projections antérieures (-0,7 M€), fait principalement lié aux décalages temporels des nouvelles embauches (réflexion en amont sur l'optimisation des charges de travail...),
- des dépenses d'investissement inférieures également (-1,3 M€).

En recettes :

Les prévisions basées sur le cadrage financier du PPI 2015-2019 avaient été réévaluées globalement à 509 M€ (+5 M€ par rapport à l'actualisation de fin 2017) en tenant compte de l'évolution de la TSE.

Les prévisions d'encaissements apparaissent en augmentation de 14,6 M€ par rapport aux prévisions sur la période 2015-2019. En effet, celles-ci intègrent :

- les compléments d'encaissement de TSE perçus en 2017 et 2018 (+ 3,7 M€),
- l'évolution à la hausse des encaissements relatifs aux cessions, pressentie sur les dernières années du PPI (+ 11 M€).

Budget 2019 (Synthèse)

Dépenses (en M d'euros)	Comptabilité budgétaire		Comptabilité générale
	AE	CP	SF
Acquisitions	40,52	40,52	40,52
Travaux	28,98	24,82	25,99
Gestion du patrimoine	10,50	10,50	10,50
Loyers			-1,32
Etudes	0,45	0,63	0,63
Personnel	6,15	6,15	5,98
Frais généraux (Pilotage)	5,50	1,73	1,73
Investissements (Pilotage)	0,64	0,64	0,64
Frais généraux (PPIGE)	0,02	0,03	0,03
Investissements (PPIGE)	0,03	0,19	0,19
Dotations aux amortissements et provisions			70,11
Variation des stocks			-24,85
Participations EPF			14,78
TOTAUX	92,79	85,22	144,94

Nb : Le montant totalisé en comptabilité générale intègre les investissements

Recettes (en M d'euros)	Comptabilité budgétaire	Comptabilité générale
	Encaissements	SF
Taxe Spéciale d'Équipement	64,00	64,00
Cessions nettes	40,84	35,75
Subventions	0,32	0,23
Loyers	1,32	
Etudes	0,31	0,31
Autres produits (ex: ferraille)	0,45	0,54
Reprises sur provisions		14,46
Participations EPF		14,78
TOTAUX	107,24	130,06

Afin de compléter le suivi et l'analyse du budget, une annexe présentant des indicateurs et ratios est désormais intégrée à la liasse budgétaire afin de faciliter la lecture des enjeux, suivre l'évolution de la situation financière dans le temps et effectuer des comparaisons.

Cette annexe permet de conforter les analyses réalisées au préalable.

En effet, en termes d'emplois, le budget 2019 propose une relative stabilité par rapport aux budgets des années antérieures.

Côté dépenses, les Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement du budget 2019 poursuivent la tendance de la projection 2018, ainsi que la diminution par rapport aux budgets des années antérieures. Grace à une progression du montant de ses recettes propres (dont le poids sur les recettes totales passe de 30 à 40% entre 2016 et 2019), les recettes budgétaires atteignent quant à elles leur plus haut niveau budgétaire, malgré une baisse progressive de la TSE entamée.

Ainsi, le solde budgétaire s'améliore mécaniquement et la trésorerie continue d'augmenter depuis 2016 alors que le niveau des restes à payer reste quant à lui relativement stable.

Le nombre de jours de fonctionnement couverts par la trésorerie est évalué à 270. Notons que celui-ci prend toutefois en compte le montant total des décaissements et intègre par conséquent la consignation prévue à hauteur de 17,9M€. Abstraction faite de cette dernière, le nombre de jours couverts s'élèverait à 320 jours.

Le poids des dépenses de personnel sur les dépenses totales (hors investissements) est en augmentation. Cette évolution est due à la tendance à la baisse des dépenses totales et ne tient compte que d'une partie de l'activité de l'établissement puisque les recettes de cessions qui mobilisent également le personnel n'y sont pas intégrées. Afin de retracer l'ensemble de la mobilisation sur les dépenses opérationnelles, mais également sur la priorisation donnée aux sorties de stocks, un ratio complémentaire a donc été établi (poids des dépenses de personnel/ (dépenses totales hors investissement + recettes propres). Ce dernier met en évidence une relative stabilité du poids des dépenses de personnel sur les dernières années.

Malgré une diminution prévisionnelle de la capacité d'autofinancement, celle-ci reste à un niveau important permettant d'envisager sereinement l'avenir.

Enfin, le niveau du fonds de roulement continue d'augmenter puisqu'il suit l'évolution des stocks.



Budget initial 2019

Etablissement Public Foncier
du Nord-Pas De Calais

SOMMAIRE

- Tableau 1 - Autorisations d'emplois
- Tableau 2 - Autorisations budgétaires
- Tableau 3 - Dépenses par destination
 - Recettes par origine
- Tableau 4 - Equilibre financier
- Tableau 5 - Opérations pour compte de tiers
- Tableau 6 - Situation patrimoniale
- Tableau 7 - Plan de trésorerie
- Tableau 8 - Opérations sur recettes fléchées
- Tableau 9 - Opérations pluriannuelles par nature - prévision
- Tableau 10 - Synthèse budgétaire et comptable
- Annexes - Compte de résultat détaillé
 - Indicateurs d'analyse

TABLEAU 1 Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Effectif BI 2018 autorisé par le conseil d'administration	Effectif PB 2018	Effectif BI 2019 autorisé par le conseil d'administration	Unité
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement	83,70	81,60	83,70	ETP
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement	82,21	79,57	83,21	ETPT

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME																	
	Effectif BI 2018 autorisé par le conseil d'administration						Effectif PB 2018						Effectif BI 2019 autorisé par le conseil d'administration					
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
EMPLOIS REMUNERES PAR L'établissement (1 + 2 + 3)	83,70	82,21	3 451 727	81,60	79,57	3 293 129	83,70	83,21	3 636 428									
1 - TITULAIRES ETAT et FONCTIONNAIRES DETACHES	3,00	3,00	291 647	3,00	3,00	284 216	3,00	3,00	292 815									
2 - NON TITULAIRES	80,70	79,21	3 159 880	78,60	75,28	3 005 674	80,70	80,21	3 343 613									
* Non titulaires de droit privé	80,70	79,21	3 159 880	78,60	75,28	3 005 574	80,70	80,21	3 343 613									
δCDI	78,70	77,21	3 088 354	76,60	73,03	2 909 913	79,70	79,21	3 302 850									
δCDD	2,00	2,00	71 526	2,00	2,25	95 660	1,00	1,00	40 763									
3 - CONTRATS AIDES et STAGES	0,00	0,00	0	0,00	1,29	3 340	0,00	0,00	0									
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0									

Pour VOIE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

TABLERAU 2
Autorisations budgétaires

	DEPENSES				RECETTES					
	Montants BI 2018 (N-1)		Montants PB 2018 (N-1)		Montants BI 2019 (N)		Montants PB 2019 (N)			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
Personnel	5 999 259	5 999 259	5 627 970	5 627 970	6 151 815	6 151 815	-	-	Recettes globalisées	
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	27 484	27 484	29 198	29 198	27 735	27 735	-	-	Subvention pour charges de service public	
									Autres financements de l'état	
Fonctionnement	99 716 701	91 461 391	79 072 861	76 205 173	85 967 605	78 232 166	69 204 759	64 000 000	Fiscalité affectée (TSE)	
							175 009	-	Autres financements publics (subventions Région + subventions Communes)	
							41 039 270	42 925 574	Recettes propres	
							626 598	316 598	Recettes fiscalités*	
							231 694	-	Financements de l'état fiscalisés	
							350 000	-	Autres financements publics fiscalisés : PRIGE et subventions travaux	
							873 458	316 398	Recettes propres fiscalisées	
							-	-	Recettes propres fiscalisées	
Investissement	1 338 022	1 992 629	701 952	1 392 228	670 940	638 032	-	-		
TOTAL DES DÉPENSES AE (A) CP (B)	107 053 982	99 453 279	85 402 773	83 225 371	92 730 380	85 222 014	99 609 398	111 045 636	107 241 972	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)
		156 119		27 820 285		22 019 958				

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DESTINATAIRE

Le tableau des dépenses par destination (obligatoire)
Les axes de destination, décidés en commun accord avec les titulaires, sont propres à l'organisme

1. Missions (PPS 2018-2019-2020 sans A.D. finale)	2. Activités	DEPENSES (M 2019) (M)										TOTAL
		Préfinancié		Financement				Investissement				
		AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)		
Axe 1 : Foncier de travail et du logement social	Acquisition	ND	24 039 850	24 039 850					24 039 850	24 039 850		
	Gestion du patrimoine	ND	2 700 000	2 700 000					2 700 000	2 700 000		
	Travaux	ND	20 015 000	14 454 000					20 015 000	14 454 000		
Axe 2 : Foncier et immobilier industriel et de services, les grands projets logistiques	Etudes	ND	60 250	125 967					60 250	125 967		
	Acquisition	ND	2 964 401	2 964 401					2 964 401	2 964 401		
	Gestion du patrimoine	ND	3 450 000	3 450 000					3 450 000	3 450 000		
Axe 3 : Foncier de la biodiversité et des paysages	Travaux	ND	1 810 000	3 500 000					1 810 000	3 500 000		
	Etudes	ND	100 000	128 990					100 000	128 990		
	Acquisition	ND	1 521 001	1 521 001					1 521 001	1 521 001		
Fonds pour la constitution du patrimoine de l'organisme (L. 2015-910)	Gestion du patrimoine	ND	350 000	350 000					350 000	350 000		
	Travaux	ND	1 615 000	490 000					1 615 000	490 000		
	Etudes	ND	85 250	85 250					85 250	85 250		
Fonds de préventions exceptionnelles sur l'immobilier d'entreprise	Acquisition	ND	6 030 601	6 030 601					6 030 601	6 030 601		
	Gestion du patrimoine	ND	800 000	800 000					800 000	800 000		
	Travaux	ND	4 607 000	5 850 000					4 607 000	5 850 000		
PPS anticipés	Etudes	ND	138 605	168 735					138 605	168 735		
	Acquisition	ND										
	Gestion du patrimoine	ND										
Frais de gestion de l'information géographique	Acquisition	ND	5 965 622	5 965 622					5 965 622	5 965 622		
	Gestion du patrimoine	ND	3 200 000	3 200 000					3 200 000	3 200 000		
	Travaux	ND	930 000	430 000					930 000	430 000		
Frais de soutien aux actions de valorisation et de médiation (EPF)	Etudes	ND	57 150	119 742					57 150	119 742		
	PPGE	47 452	16 295	25 115			27 540	184 632	81 287	267 188		
	Préfinancié	6 104 363	6 104 363	6 501 590			643 400	643 400	12 249 343	6 480 638		
TOTAL		8 331 815	8 331 815	78 233 185	413 340	434 042	103 736 345	103 736 345	103 736 345	103 736 345		

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D) = C - B :

Le tableau des recettes par origine (facultatif)
Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les titulaires, sont propres à l'organisme

Origine	Recettes globales (M)				Recettes fiscales (M)				Recettes fiscales (M)				TOTAL (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Finances affectées	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat (MCA)	Autres financements publics (MCA)	Recettes fiscales	Recettes fiscales	Recettes fiscales	Recettes fiscales		
Axe 1 : Foncier de travail et du logement social													2 965 586
Axe 2 : Foncier et immobilier industriel et de services, les grands projets logistiques													4 133 158
Axe 3 : Foncier de la biodiversité et des paysages													148 375
Fonds pour la constitution du patrimoine de l'organisme (L. 2015-910)													697 008
Fonds de préventions exceptionnelles sur l'immobilier d'entreprise													35 431 210
PPS anticipés													227 371
Frais de gestion de l'information géographique													64 219 264
TOTAL													103 736 345

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D) = B - C :

Pour information
Tableau par sous-destination commune

	AE (A)	CP (B)
Acquisition	40 221 472	40 221 472
Gestion du patrimoine	10 500 000	10 500 000
Travaux	28 977 000	24 824 000
Etudes	481 235	628 713

Répartition des PPI antérieurs par axe d'intervention

	AE (A)	CP (B)
Logement social	3 874 750	3 518 488
Renouveau urbain	5 385 366	5 284 645
Maintenance des infrastructures, grands projets économiques, grands projets d'intégration régionale	307 648	316 727
Foncier des associations, communes	584 808	595 483

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉBILITANT

PRIGE : projet OCS = 774 406 dont 481 436 de FEDER		Antérieures à N non déduites	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			227 371				
Recettes fléchées (b)		547 035	227 371				774 406
Financements de l'Etat fléchés							
Autres financements publics fléchés		547 035	227 371				774 406
Recettes propres fléchées							
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)		774 406					774 406
Personnel							
AE=CP							
Fonctionnement							
AE							
CP							
Intervention							
AE							
CP							
Investissement							
AE		774 406					774 406
CP		774 406					774 406
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		227 371	227 371				
<i>Solde budgétaire N reporté au tableau "Equilibre financier" en (h)</i>							

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)

Autofinancement des opérations fléchées (d)								
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)		227 371						

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉBILITANT

EPF : études pour caractériser le rôle économique des EPF = 89 027€		Antérieures à N non déduites	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			81 483				
Recettes fléchées (b)			89 027				89 027
Financements de l'Etat fléchés							
Autres financements publics fléchés			89 027				89 027
Recettes propres fléchées							
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)		81 483	27 564				89 027
Personnel							
AE=CP							
Fonctionnement							
AE		89 027					89 027
CP		81 483	27 564				89 027
Intervention							
AE							
CP							
Investissement							
AE							
CP							
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		81 483	81 483				
<i>Solde budgétaire N reporté au tableau "Equilibre financier" en (a)</i>							

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)

Autofinancement des opérations fléchées (d)								
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)		81 483						

TOTAL

Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		288 834					288 834
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)		288 834					

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles par nature - prévision

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes:

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision		Prévision N										Ecart constaté sur la période	
		Coût total de l'opération (1)	AE consommées les années antérieures à N (2)	AE consommées les années antérieures à N (3)	AE reprogrammées ou reportées en N (4)	AE nouvelles ouvertes en N (5)	TOTAL des AE ouvertes en N (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures à N (7)	CP consommés les années antérieures à N (8)	CP reprogrammés ou reportés en N (9)	CP nouveaux ouverts en N (10)	TOTAL des CP ouverts en N (11) = (9) + (10)	AE (14)	CP (15)	
Axe 1 - Foncier de l'habitat et du logement social	Fonctionnement Investissement	126 926 897	76 527 315	76 527 315	46 815 100	46 815 100	46 815 100	64 900 085	64 900 085	-	41 319 817	41 319 817	3 584 482	20 706 995	
Total Foncier de l'habitat et du logement social		126 926 897	76 527 315	76 527 315	46 815 100	46 815 100	46 815 100	64 900 085	64 900 085	-	41 319 817	41 319 817	3 584 482	20 706 995	
Axe 2 - Foncier et immobilier industriel et de services, les grands projets régionaux	Fonctionnement Investissement	134 920 774	109 338 447	109 338 447	8 324 401	8 324 401	8 324 401	106 690 155	106 690 155	-	10 043 391	10 043 391	17 257 927	18 187 228	
Total Foncier et immobilier industriel et de services, les grands projets régionaux		134 920 774	109 338 447	109 338 447	8 324 401	8 324 401	8 324 401	106 690 155	106 690 155	-	10 043 391	10 043 391	17 257 927	18 187 228	
Axe 3 - Foncier de la biodiversité et des risques	Fonctionnement Investissement	25 628 270	13 750 569	13 750 569	3 581 251	3 581 251	3 581 251	13 173 531	13 173 531	-	2 446 251	2 446 251	8 296 449	10 008 488	
Total Foncier de la biodiversité et des risques		25 628 270	13 750 569	13 750 569	3 581 251	3 581 251	3 581 251	13 173 531	13 173 531	-	2 446 251	2 446 251	8 296 449	10 008 488	
Fonds pour la constitution du gisement du renouvellement urbain	Fonctionnement Investissement	56 442 278	61 272 637	61 272 637	11 576 206	11 576 206	11 576 206	57 881 630	57 881 630	-	12 949 366	12 949 366	16 406 565	14 388 719	
Total Fonds pour la constitution du gisement du renouvellement urbain		56 442 278	61 272 637	61 272 637	11 576 206	11 576 206	11 576 206	57 881 630	57 881 630	-	12 949 366	12 949 366	16 406 565	14 388 719	
Fonds d'interventions exceptionnelles sur l'immobilier d'entreprise	Fonctionnement Investissement									-					
Total Fonds d'interventions exceptionnelles sur l'immobilier d'entreprise										-					
PPI antérieurs	Fonctionnement Investissement	149 684 563	140 804 113	140 804 113	10 152 772	10 152 772	10 152 772	129 844 336	129 844 336	-	9 715 364	9 715 364	1 262 322	10 034 863	
Total PPI antérieurs		149 684 563	140 804 113	140 804 113	10 152 772	10 152 772	10 152 772	129 844 336	129 844 336	-	9 715 364	9 715 364	1 262 322	10 034 863	
Sous-total opérationnel		493 612 781	401 693 081	401 693 081	80 449 730	80 449 730	80 449 730	372 589 737	372 589 737	-	76 474 188	76 474 188	11 469 970	44 508 456	
Plate-forme publique de l'information géographique	Personnel Fonctionnement Investissement	767 756	579 726	579 726	47 452	47 452	47 452	579 726	579 726	-	47 452	47 452	140 577	140 577	
Total PPIGE		767 756	579 726	579 726	47 452	47 452	47 452	579 726	579 726	-	47 452	47 452	140 577	140 577	
Pilotage et soutien aux actions de l'IEPF	Personnel Fonctionnement Investissement	293 310	1 326 730	1 326 730	16 295	16 295	16 295	167 334	167 334	-	25 115	25 115	1 049 715	1 049 715	
Total Pilotage et soutien aux actions de l'IEPF		293 310	1 326 730	1 326 730	16 295	16 295	16 295	167 334	167 334	-	25 115	25 115	1 049 715	1 049 715	
Total Pilotage et soutien aux actions de l'IEPF	Personnel Fonctionnement Investissement	4 080 394	4 393 024	4 393 024	91 287	91 287	91 287	3 178 860	3 178 860	-	267 199	267 199	403 917	403 917	
Total Pilotage et soutien aux actions de l'IEPF		4 080 394	4 393 024	4 393 024	91 287	91 287	91 287	3 178 860	3 178 860	-	267 199	267 199	403 917	403 917	
Ss total personnel		26 584 628	19 903 252	19 903 252	6 104 363	6 104 363	6 104 363	19 696 163	19 696 163	-	6 104 363	6 104 363	577 013	584 922	
Ss total fonctionnement		9 384 119	7 003 324	7 003 324	5 501 580	5 501 580	5 501 580	6 903 920	6 903 920	-	1 732 863	1 732 863	3 120 785	3 120 785	
Ss total investissement		3 917 387	1 978 844	1 978 844	643 400	643 400	643 400	1 868 138	1 868 138	-	643 400	643 400	749 143	749 143	
Total Pilotage et soutien aux actions de l'IEPF		39 340 134	28 885 420	28 885 420	12 249 343	12 249 343	12 249 343	28 668 221	28 668 221	-	8 480 626	8 480 626	1 794 929	2 191 266	
Ss total personnel		27 362 343	20 482 978	20 482 978	6 151 815	6 151 815	6 151 815	20 475 889	20 475 889	-	6 151 815	6 151 815	717 590	724 679	
Ss total fonctionnement		603 280 210	410 023 135	410 023 135	85 967 005	85 967 005	85 967 005	378 660 962	378 660 962	-	78 232 167	78 232 167	7 289 470	45 987 052	
Ss total investissement		6 350 716	4 465 412	4 465 412	870 940	870 940	870 940	4 300 938	4 300 938	-	838 032	838 032	1 254 363	1 251 745	
TOTAL		537 033 306	434 971 525	434 971 525	92 790 360	92 790 360	92 790 360	404 437 819	404 437 819	-	85 222 014	85 222 014	9 271 424	47 373 409	

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant enregistré les éventuels reports en AE et en CP

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision		Ecart constaté sur la période	
		Prévision N	Prévision N-1		
		Financement de l'opération (topologie financière)	Encaissements (y compris annulations à N)	Encaissements prévus en N	Encassements
		(10)	(19)	(20)	(21)
Axe 1 : Foncier de l'habitat et du logement social	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
	Autres financements publics**	-	-	-	-
	Autres financements***	11 441 767	6 321 246	2 385 586	2 734 936
Total Foncier de l'habitat et du logement social		11 441 767	6 321 246	2 385 586	2 734 936
Axe 2 : Foncier et immobilier industriel et de services, les grands projets régionaux	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
	Autres financements publics**	-	8 195 290	4 133 158	2 443 443
	Autres financements***	8 895 005	8 195 290	4 133 158	2 443 443
Total Foncier et immobilier industriel et de services, les grands projets régionaux		8 895 005	8 195 290	4 133 158	2 443 443
Axe 3 : Foncier de la biodiversité et des risques	Financement de l'Etat*	14 900	-	-	14 900
	Autres financements publics**	30 000	379 785	148 375	30 000
	Autres financements***	1 294 415	379 785	148 375	766 254
Total Foncier de la biodiversité et des risques		1 339 315	379 785	148 375	811 154
Fonds pour la constitution du gisement du renouvellement urbain	Financement de l'Etat*	-	1 272 900	697 008	2 293 939
	Autres financements publics**	4 263 747	1 272 900	697 008	2 293 939
	Autres financements***	4 263 747	1 272 900	697 008	2 293 939
Total Fonds pour la constitution du gisement du renouvellement urbain		8 527 494	2 545 800	1 394 016	4 587 878
Fonds d'interventions exceptionnelles sur l'immobilier d'entreprise	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
	Autres financements publics**	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-
Total Fonds d'interventions exceptionnelles sur l'immobilier d'entreprise		-	-	-	-
PPI antérieurs	Financement de l'Etat*	700 739	582 434	-	118 306
	Autres financements publics**	1 952 670	2 148 382	-	195 722
	Autres financements***	122 405 323	101 840 394	35 431 210	14 866 281
Total PPI antérieurs		123 053 732	104 571 210	35 431 210	16 980 309
Sous-total opérationnel		151 988 567	120 740 347	42 795 357	11 547 111
Plaie-forme publique de l'information géographique	Financement de l'Etat*	-	8 398	-	8 398
	Autres financements publics**	1 971 968	947 960	227 371	798 638
	Autres financements***	9 024	14 335	-	5 311
Total Plaie-forme publique de l'information géographique		1 980 992	970 693	227 371	782 927
Préjudice et soutien aux actions de l'EPF	Financement de l'Etat*	3 500	14 227	-	10 727
	Fiscabilité affectée : TSE	354 481 873	294 216 441	64 000 000	3 734 588
	Autres financements publics**	157 986	46 466	89 027	22 473
	Autres financements***	653 986	603 866	130 237	80 137
Total Préjudice et soutien aux actions de l'EPF		1 168 955	958 556	243 264	1 027 925
Sa total fiscalité affectée : TSE		354 481 873	294 216 441	64 000 000	3 734 588
Sa total autres financements publics		4 112 004	3 19 395	-	653 289
Sa total autres financements		140 943 240	119 017 716	42 928 674	11 800 043
TOTAL		609 266 854	416 592 632	107 241 972	14 987 139

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat réciés
 ** Autres financements publics (créditaux ou réciés)
 *** Recettes propres et autres recettes réciés

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

1		Niveau initial de restes à payer	BI 2019 (N)	30 533 706
Stocks initiaux				
2		Niveau initial du fonds de roulement		683 518 338
3		Niveau initial du besoin en fonds de roulement		602 116 860
4		Niveau initial de la trésorerie		81 401 478
11.a		dont niveau initial de la trésorerie fléchée		-288 834
11.b		dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		81 690 312
5		Autorisations d'engagement		92 790 350
6		Résultat patrimonial		-14 038 749
7		Capacité d'autofinancement (CAF)		41 616 051
8		Variation du fonds de roulement		22 195 412
9		Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire		-8 247 048
Flux de l'année				
10		Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	24 854 690
		Variation des stocks	+ / -	24 854 690
		Charges sur créances irrécouvrables	-	0
		Produits divers de gestion courante	+	0
11		Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	-16 432 186
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-14 683 064
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	37 499 533
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	9 000 000
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-48 248 656
12		Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		22 019 958
12.a		Recettes budgétaires		107 241 972
12.b		Crédits de paiement ouverts		85 222 014
13		Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		19 485 162
14		Variation de la trésorerie = 12 - 13		2 534 796
14.a		dont variation de la trésorerie fléchée		288 834
14.b		dont variation de la trésorerie non fléchée		2 245 962
15		Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		19 660 616
16		Variation des restes à payer		7 568 347
17		Niveau final de restes à payer		36 102 052
Stocks finaux				
18		Niveau final du fonds de roulement		705 713 750
19		Niveau final du besoin en fonds de roulement		621 777 476
20		Niveau final de la trésorerie		83 936 273
20.a		dont niveau final de la trésorerie fléchée		0
20.b		dont niveau final de la trésorerie non fléchée		83 936 273
		Comptabilité budgétaire		
		Comptabilité générale		

Tableau de bord EPF NPDC

Date de vote du budget initial : 03/03/2018
Date de vote du dernier budget rectificatif : 31/03/2018
Date de vote du dernier compte financier : 31/03/2018

1 - Autorisations budgétaires et équilibre financier

1.1 - Emplois												
Données	Unité	BR1 2016	CF2016	BI 2017	CF 2017	BI 2018	CF 2018	BI 2019	CF 2019	BI 2018	CF 2018	BI 2019
Autorisation emplois	ETPT	82,3	75,6	83,8	78,3	82,2	82,2	78,8	83,2	82,2	82,2	83,2
dont emplois non placés	ETPT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont emplois non placés	ETPT	82,3	75,6	83,8	78,3	82,2	82,2	79,8	83,2	82,2	82,2	83,2
Solde des emplois	ETPT	7,4	3,3	0,0	4,3	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

1.2 - Crédits												
Données	Unité	BR1 2016	CF2016	BI 2017	CF 2017	BI 2018	CF 2018	BI 2019	CF 2019	BI 2018	CF 2018	BI 2019
Total des AE	€	132 470	86 822	116 822	83 883	107 054	85 403	92 796	85 403	85 403	85 403	85 403
Total des CP	€	121 684	105 306	104 623	77 648	99 453	83 226	85 222	83 226	83 226	83 226	85 222
Total des dépenses	€	105 841	89 141	94 274	94 205	99 609	111 046	107 242	107 242	111 046	111 046	107 242
Solde budgétaire	€	-15 841	-7 168	-10 346	-16 561	-156	-27 802	-22 002	-22 002	-27 802	-27 802	-22 002

1.3 - Trésorerie												
Données	Unité	BR1 2016	CF2016	BI 2017	CF 2017	BI 2018	CF 2018	BI 2019	CF 2019	BI 2018	CF 2018	BI 2019
Niveau de trésorerie	€	38 866	37 710	29 341	56 085	-43 285	-43 285	61 401	63 806	-43 285	-43 285	61 401
dont trésorerie Moche	€	-248	-2 653	-56	-278	0	-288	0	0	0	-288	0
différentiel entre les dépenses et les recettes	€	38 917	40 363	29 400	56 344	-43 285	-43 285	61 600	63 806	-43 285	-43 285	61 600

2 - Indicateurs

2.1 - Indicateurs d'analyse budgétaire												
Données	Unité	BR1 2016	CF2016	BI 2017	CF 2017	BI 2018	CF 2018	BI 2019	CF 2019	BI 2018	CF 2018	BI 2019
Dépenses de personnel (CP)	€	5 616	4 847	5 811	5 081	5 628	5 628	6 152	6 152	5 628	5 628	6 152
Poids des dépenses de personnel / CP totales	%	4,7%	4,8%	5,6%	6,6%	6,2%	6,2%	6,9%	7,3%	6,9%	6,2%	7,3%
Poids des dépenses de personnel / (Dépenses totales - recettes propres)	%	3,7%	3,7%	4,5%	5,1%	4,7%	4,7%	4,6%	4,8%	4,6%	4,7%	4,8%
Coût moyen par ETPT	€	68	64	69	65	73	71	74	74	73	71	74
Niveau des MUR	€	37 308	33 847	38 707	28 356	54 817	30 354	38 102	38 102	54 817	30 354	38 102
Solde MUR des RAP (hors CP hors dépenses)	€	32,1%	33,6%	38,2%	39,1%	58,7%	39,3%	48,2%	48,2%	58,7%	39,3%	48,2%
Poids des CP au sein des RAP (hors CP hors dépenses)	%	37,5%	44,2%	23,3%	20,3%	16,4%	19,7%	23,6%	23,6%	16,4%	19,7%	23,6%
Recettes propres	€	32 651	24 245	25 900	23 462	30 396	41 039	42 926	42 926	30 396	41 039	42 926
Poids des recettes propres / Recettes totales	%	30,9%	24,5%	27,5%	24,6%	30,5%	37,0%	40,0%	40,0%	30,5%	37,0%	40,0%
Nombre de jours de fonctionnement / Trésorerie	Années	108 jours	120 jours	83 jours	245 jours	143 jours	525 jours	270 jours	270 jours	143 jours	525 jours	270 jours

2.2 - Ratio d'analyse financière												
Données	Unité	BR1 2016	CF2016	BI 2017	CF 2017	BI 2018	CF 2018	BI 2019	CF 2019	BI 2018	CF 2018	BI 2019
Résultat	€	2 054	27 165	9 199	31 954	12 088	25 969	-14 039	-14 039	12 088	25 969	-14 039
Capacité d'autofinancement	€	57 854	60 853	48 030	52 068	42 312	48 749	41 616	41 616	42 312	48 749	41 616
Marge de fonds de roulement	€	517 876	585 153	628 430	637 503	671 789	683 516	705 714	705 714	671 789	683 516	705 714

Accusé de réception en préfecture
059-383330115-20181203-20181203_18066b-DE
Reçu le 06/12/2018